

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Brexit**

# **Un désaveu majeur pour l'Union européenne de Merkel et Hollande**

- International - Europe -

Date de mise en ligne : jeudi 30 juin 2016

---

**Démocratie & Socialisme**

---

51,9 % des électeurs du Royaume-Uni se sont prononcés pour le « Leave », la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) et 48,1 % pour le « Remain » le maintien dans l'Union Européenne (UE). La participation était importante : 72,2 % des électeurs inscrits. Depuis 1973, le Royaume-Uni était membre de la CEE puis de l'Union européenne, même s'il n'avait cessé d'exiger et d'obtenir des « exceptions » de l'UE. Sa sortie est donc un événement considérable.

## Le Brexit ne doit surtout pas être relativisé

Le Royaume-Uni est le premier État à quitter l'UE. Le Groenland était sorti de la CEE en 1985, mais il ne s'agissait pas encore de l'UE et surtout ce pays (qui n'est pas un État indépendant) n'avait bien sûr pas le poids économique et politique du Royaume-Uni.

Le processus d'élargissement de l'UE a pris fin alors qu'il semblait irréversible. Déjà les tergiversations face à la demande de l'Ukraine de rejoindre l'UE avaient marqué un coup d'arrêt à cet élargissement. Mais là, c'est bien différent, c'est la deuxième ou troisième économie européenne (tout dépend de la valeur de la Livre qui a tendance à dégringoler en ce moment), après l'Allemagne et peut-être la France, qui rompt avec l'UE.

Le scénario de la peur utilisé par les dirigeants de l'Union, « l'UE ou le saut dans l'inconnu », ne fonctionne plus. La politique de l'Union est connue et face à ce risque connu, beaucoup ont préféré choisir l'inconnu. Même si l'on est en désaccord avec eux, il est difficile de ne pas le comprendre. Et la phrase vengeresse du Parti socialiste européen : « L'Angleterre est redevenue une île » est, de ce point de vue, inepte.

## Angela Merkel évacue ses responsabilités

Angela Merkel estime que le Brexit est un désastre. Elle a raison ; mais pourquoi oublie-t-elle que la responsabilité de ce Brexit incombe avant tout à la politique néolibérale européenne dont elle est le fer de lance ?

L'UE néolibérale a imposé des désastres financiers, économiques, sociaux aux peuples et en premier lieu à ceux de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, des pays de l'Europe centrale et orientale.

Totalement aveuglée par son idéologie ordo-libérale, Angela Merkel s'étonne maintenant que les crises économiques et sociales qu'elle a créées trouvent leur expression sur le terrain politique !

## Les partis d'extrême droite ou de la droite de la droite sont à la manoeuvre !

En Italie, la Ligue du Nord estime que les Britanniques ont donné « une grande leçon à l'Europe ».

Aux Pays-Bas, le dirigeant de la droite de la droite, Geert Wilders, propose le « Nexit » : « Hourra pour les Britanniques ! Maintenant c'est à nous. Il est temps d'organiser un référendum aux Pays-Bas ! » 54 % des Néerlandais aimeraient s'exprimer par voie référendaire et 48 % seraient en faveur d'un Nexit.

En France, le vice-président du FN, Florian Philippot exige : « *François Hollande doit annoncer un référendum en France sur notre appartenance à l'Union européenne* ». Le résultat serait-il différent du référendum britannique ? Il est possible d'en douter, tant est grande l'exaspération contre l'UE d'Angela Merkel et de François Hollande. Un sondage réalisé par Odoxa pour iTélé et Paris Match indique, certes, que 64 % des Français souhaitent le maintien de la France dans l'Union européenne. Mais ce chiffre est le même que le chiffre du « oui » un an avant le référendum français de 2005, qui avait vu la victoire du « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen avec 54,7 % des suffrages. Et surtout, toujours selon le sondage Odoxa, seul un quart des Français voient dans l'Union européenne une source d'espoir !

## De quelle UE le RU est-il sorti ?

Le Royaume-Uni n'est pas sorti d'une Union européenne démocratique où la réalité du pouvoir appartiendrait au Parlement, élu au suffrage universel dans le cadre d'élections européennes. Le Parlement européen n'est que la cinquième roue de la charrette de l'UE. Le pouvoir est aux mains des Chefs d'État ou de gouvernement réunis dans le Conseil européen, et d'institutions qui n'ont qu'un très lointain rapport avec le suffrage universel : la Commission, la Cour de Justice, la BCE...

Le Royaume-Uni n'est pas sorti d'une UE sociale avec un salaire minimum européen de haut niveau, un droit du travail européen réellement protecteur et instaurant un « principe de faveur » qui permette aux États-membres de voter des lois protégeant mieux leurs salariés que le droit européen. L'UE a accepté, au contraire, que le patronat britannique puisse, par une clause d' « Opt out », faire travailler leurs salariés 65 heures par semaine, alors que le maximum autorisé par l'UE était de 48 heures par semaine.

Le Royaume-Uni n'est pas sorti d'une Union européenne luttant contre les inégalités, instaurant une fiscalité frappant les hauts revenus et les profits des grands groupes, combattant l'évasion fiscale, mettant les banques et la finance sous le contrôle des citoyens et édifiant des services publics de qualité.

Non : le Royaume Uni est sorti d'une Europe libérale qui s'oppose avec virulence à tout ce qui précède. Une UE dans laquelle la politique est totalement évacuée. Seuls sont pris en compte les intérêts de la Finance et des patronats européens. La possibilité d'une autre orientation politique, économique et sociale n'existe pas. C'est la définition même du néolibéralisme : « There is no alternative », le TINA de Margaret Thatcher.

La démocratie n'a plus d'existence pour cette UE néolibérale. À quoi bon, de toute façon, puisqu' IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE ! Le président de l'Eurogroupe l'avait parfaitement exprimé lors de la victoire de Syriza aux élections grecques : « *Il n'est pas question de changer les traités européens à chaque élection* ». L'avertissement de Jean-Claude Juncker, actuel président de la Commission européenne, allait dans le sens de cette négation de la démocratie : « *Un vote ne peut aller contre les traités* ». La nouvelle cure d'austérité imposée à un pays, la Grèce, rendu totalement exsangue par cinq ans d'austérité, a manifesté crument le mépris de la souveraineté populaire par des institutions qui n'ont souvent qu'un rapport très lointain avec le suffrage universel. La façon dont les gouvernements français et néerlandais s'étaient délibérément assis sur les « non » au référendum de 2005, l'obligation imposée à l'Irlande de revoter jusqu'à ce qu'elle vote « oui » étaient d'autres manifestations de cette dictature de l'oligarchie qui considère l'UE comme sa propriété privée.

Il n'est qu'à lire les recommandations plus qu'appuyées de la Commission européenne sur le droit du travail dans les États européens pour comprendre que le projet de loi El Khomri est une parfaite émanation des exigences de cette Commission. Non pas que la Commission européenne ait imposé quoi que ce soit au gouvernement français ou au Medef : elle n'est en l'occurrence que l'instrument des volontés de la Finance et du Medef, et le Président et le

Premier ministre français n'en sont que les exécutants.

L'Europe sociale a toujours été repoussée à des lendemains qui chantent. Au milieu des années 1980, il fallait d'abord assurer la libre circulation des capitaux, initiée par l'« Acte unique ». En 1992, la priorité était à la création de la monnaie unique européenne. Au début des années 2000, elle était à l'élargissement de l'UE. À chaque fois l'Europe sociale devait suivre, promettaient les dirigeants sociaux-libéraux dont l'un des lors, Jacques Delors avaient pourtant présidé la Commission européenne pendant 10 ans. Or cette Europe sociale n'a jamais vu le jour. Au contraire, avec les cures d'austérité imposées aux pays du Sud et de l'Est de l'Union, les droits sociaux ont été écrasés. Avec le projet de loi El Khomri en France et son équivalent belge, la loi Peters, l'UE continue son oeuvre de démolition des droits sociaux. Matteo Renzi, en Italie, avec son « Jobs act » tant vanté par François Hollande, vient de perdre Rome et Turin. Les candidats du Parti démocrate ont été battus, aux dernières élections municipales, par ceux du Mouvement 5 étoiles (M5S).

C'est cette Europe là, celle d'Angela Merkel et de François Hollande, qu'il est nécessaire de radicalement changer si nous voulons sauver l'Union européenne. Les États européens, pris isolément n'ont pas un poids suffisant pour s'opposer à la mondialisation libérale. Seuls, le poids économique de l'UE, la taille de son marché des capitaux impossibles à contourner, l'importance de son marché intérieur, peuvent permettre de résister à la mondialisation libérale. À une condition toutefois, c'est qu'elle n'en soit pas, comme aujourd'hui, le vecteur.

## Le Brexit va-t-il améliorer le sort des salariés du Royaume-Uni ?

Le vote des salariés du Royaume-Uni (plus de 90 % de la population active, comme en France) est compréhensible, et il serait erroné de le ramener à un « vote anti immigration », à un seul « vote de repli sur soi ». Cependant, cette dimension a malheureusement sans doute été déterminante, même si les salariés britanniques qui ont vu en l'immigré plutôt que dans leur patronat les responsables de leurs problèmes se sont trompés de cible.

Les salariés britanniques qui ont voté pour le « Leave » ont, en grande partie, voté pour sortir de l'étai de l'UE libérale, mais ils se retrouvent, aujourd'hui, dans l'étai de la mondialisation libérale. Ils sont sous la coupe de la City, de Conservateurs à la Boris Johnson, partisans d'une politique ultralibérale et de la destruction des derniers droits sociaux qui subsistent au Royaume-Uni. Ils subissent également l'influence de l'UKIP de Nigel Farage et de son discours anti-immigration. Leur vote n'apporte pas de solution, au contraire, aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

La même question se poserait en France, Allemagne, Italie, Espagne, bref dans tous les États-membres de l'UE.

## Une chance pour les nations qui souhaitent leur indépendance tout en restant dans l'Union européenne

Les électeurs d'Écosse et d'Irlande du Nord ont voté en majorité (62 % en Écosse, 56 % en Irlande du nord) pour le maintien dans l'UE. C'est aussi parce qu'ils voyaient dans le vote contre le Brexit, un moyen de parvenir à l'indépendance, si le Brexit l'emportait.

La Première ministre de l'Écosse, Nicola Sturgeon, déclare que l'Écosse voit « son avenir au sein de l'Union

*européenne* » et souhaite réorganiser un second référendum sur l'indépendance écossaise. En Irlande, le Sinn Féin a aussitôt appelé à un référendum sur une Irlande unifiée, dans le cadre de l'UE, après la victoire du Brexit.

Le président indépendantiste de l'Assemblée nationale de Catalogne, Jordi Sanchez, s'est appuyé sur la demande de Nicola Sturgeon pour réclamer une nouvelle fois la tenue d'un référendum sur l'indépendance catalane : « *Alors que l'Écosse se prépare pour discuter avec l'UE d'un second référendum, nous devons dire sans peur que l'heure de NOTRE référendum est arrivée aussi* ».

## Le président de la République appelle à un « sursaut »

Il est vrai qu'il est obligé de tenir compte d'un sentiment largement partagé « *Il n'est pas possible de continuer comme avant* », mais c'est pourtant ce qu'il est en train de faire, en pire.

Le « sursaut » en question ressemble plutôt à une convulsion. Ce qu'il propose, une nouvelle fois, c'est de différer l'Europe sociale. Ce coup-ci, ce sera au nom de la sécurité européenne et de la protection des frontières contre l'immigration. Sa priorité est clairement exprimée : « *la sécurité et la défense de notre continent pour protéger nos frontières et pour préserver la paix face aux menaces* ». « *L'investissement pour la croissance et l'emploi* » n'arrive qu'en deuxième position et « *l'harmonisation fiscale et sociale* » en troisième position seulement. Les deux dernières ne sont là, comme d'habitude, que pour le décorum.

Rien décidément ne peut servir de leçon à François Hollande : le refus de l'UE d'assumer un minimum d'humanité lors de l'arrivée de millions de réfugiés à ses frontières, sa propagande contre les « passeurs » qui n'étaient que le produit de la fermeture des frontières, tout cela a encouragé les Britanniques à voter pour le Brexit. L'alignement de François Hollande sur les positions sécuritaires du FN (déchéance de la nationalité) ne cesse de faire progresser l'organisation d'extrême droite, mais il continue de plus belle. En essayant de donner une réponse aux préoccupations de ceux qui sont de plus en plus tentés par un vote xénophobe ou un repli identitaire, sa politique renforce leurs convictions.

Alain Juppé affirme : « *Faire entrer aujourd'hui la Turquie dans l'Europe, c'est la disloquer définitivement* ». Nicolas Sarkozy demande un « *nouveau traité* » européen, qui prévoit notamment le rétablissement des contrôles aux frontières et l'arrêt du processus d'élargissement de l'Union européenne. Avec ses déclarations sur la sécurisation des frontières de l'UE, François Hollande participe activement au « concours Lépine » sécuritaire de la droite.

Dans son discours du 24 juin, Jean-Christophe Cambadélis appuie cette orientation suicidaire : « *Recommencer l'Europe, c'est concentrer son action sur les questions qui nécessitent la mutualisation des nations : la sécurité, la défense face au terrorisme* ». Il ne dit pas un mot, lui non plus, sur l'Europe sociale, mais ajoute : « *Nous voilà instruits, en revanche, de ce qui arrive lorsqu'on sème le vent du populisme, on récolte la tempête du nationalisme. Lorsqu'on agite l'immigration on récolte la xénophobie. L'expérience des conservateurs britanniques devrait inspirer la droite française* ». Il devrait expliquer tout cela à Manuel Valls et à François Hollande.